

Appel de l'AFS 1

Activités 2

- Dîner annuel de l'AFS 2
- Plaidoyer pour une reprise du dialogue en Syrie, suite à la visite des députés 4
- Accueil des réfugiés 5

La sauvegarde du patrimoine syrien et irakien 6

Résolution du Conseil de Sécurité de février 2011 7

Activités Culturelles Syriennes

- Fermeture du Centre Culturel Syrien à Paris 11
- Expositions, conférence, projection de film 11

A lire : 12

- *le Grand Moyen Orient*, Michel Raimbaud
- *L'Agora de Palmyre*, Christiane Delplace et Jacqueline Dentzer-Feydy
- *Sémiotiser l'espace, décrypter architecture & archéologie*, Manar Hammad
- *L'Arabe du futur, Volume 2, Une jeunesse au Moyen-Orient, 1984-1985*, Bande dessinée Par Riad Sattouf,

RÉVEILLONS-NOUS !

Nous qui savons nous élever contre la moindre injustice, qui nous mobilisons en faveur d'un condamné à mort dans un pays lointain, nous ne devons pas fermer les yeux sur ce qui sera bientôt considéré comme le plus grand massacre du XXIème siècle :

4 ans de guerre, 225 000 morts et probablement beaucoup plus encore. Déjà près de 6.000.000 de réfugiés et de déplacés.

Pendant combien de temps allons-nous continuer à assister impuissants à la destruction totale de la Syrie avant que les belligérants et la communauté internationale ne réagissent enfin. Cessons de camper sur nos certitudes, nos dogmatismes, et notre immobilisme.

Faisons bouger les lignes et soyons cohérents avec nos valeurs démocratiques et nos engagements humanitaires.

On ne fera croire à personne que la communauté internationale ne peut rien faire. Les générations futures nous jugeront sur notre passivité.

L'Association d'Amitié France-Syrie lance un appel à tous les dirigeants de bonne volonté du Monde entier et à la France en particulier.

Lançons une conférence internationale pour le dialogue et la paix en Syrie.

Mettons en œuvre une vraie médiation qui fasse éclore les bases constitutionnelles d'une Syrie qui intègrent toutes les composantes de la société syrienne. À l'heure où le danger du terrorisme devient de plus en plus grand tous les jours, ne nous trompons pas de cible. Ensemble, sauvons la Syrie, son patrimoine et les Syriens de ce chaos.

En faisant cela, c'est sauver le cœur même de notre civilisation car ne nous y trompons pas ce sont toutes nos valeurs qui sont violées au vu et au su de tous en Syrie.

Paris, le 8 mai 2015

Activités

Dîner annuel de l'AFS

Le dîner annuel 2015 de l'AFS s'est tenu le 6 juin, au Restaurant Villa Modigliani, en plein cœur du quartier Montparnasse à Paris.

Ce dîner qui a rassemblé une centaine de Syriens et de Français de diverses opinions s'est déroulé dans une atmosphère conviviale qui n'a certes pas empêché de vives discussions, qui sont cependant demeurées courtoises et amicales. Saluons l'AFS qui a réussi à rassembler des personnes de toutes tendances et qui continue à œuvrer sur sa ligne directrice qui est celle de favoriser la recherche d'une solution politique au conflit qui déchire le pays.

L'invité d'honneur, M. le Sénateur Jean-Pierre Vial, Président du Groupe d'Amitié France-Syrie au Sénat a livré à cette occasion, son point de vue sur la situation actuelle en Syrie.

M. Vial indique être heureux de répondre à l'invitation qui lui avait été faite et de s'entretenir avec un public averti constitué de Syriens d'origine. Il souligne d'emblée la complexité de l'affaire syrienne telle qu'elle avait déjà été exposée par MM. Frédéric Pichon et Christian Chesnot lors de la table ronde organisée par l'Association en novembre dernier sur



« la Syrie : Quel dilemme pour l'Occident ? ». Le contexte de la politique de la France, de l'Europe et des Etats-Unis à l'égard de la Syrie n'est pas sans interrogation sur des conséquences inquiétantes pour tous. Les idées sont confuses chez ceux qui ont des responsabilités et cela contribue à augmenter la complexité de la situation.



Le silence de la presse est à déplorer dans cette affaire, notamment après la prise de Palmyre par Daesh il y a une quinzaine de jours.

M. Vial s'est livré à trois réflexions :

1 -Tout d'abord, le rôle des Etats-Unis et leur présence au Moyen-Orient.

Cf. Rappel notamment du pacte de Quincy avec le Roi Séoud en 1945.

Les Etats-Unis ont voulu jouer le rôle de gendarme de la région, mais n'y sont pas arrivés. Après le retrait américain d'Irak en 2010, la politique du Président Obama a été de refuser tout engagement militaire au Moyen-Orient. Or, il ne peut pas y avoir de victoire militaire décisive s'il n'y a pas d'engagement de troupes au sol.

2- S'agit-il d'une guerre de religion, y aurait-il une analogie avec la Guerre de Trente ans ?

L'hypothèse d'Antoine Sfeir selon laquelle la 3ème guerre mondiale viendrait d'un conflit entre Sunnites et Chiites, apparaît en décalage par rapport à la situation au Moyen-Orient. Ainsi, le facteur religieux a peu pesé sur la Guerre Irak-Iran et n'a pas été déterminant dans les événements actuels au Yémen.

3- Le Djihadisme est-il la forme proche-orientale du Guévarisme ? Cette thèse présente un certain intérêt mais apparaît trop simpliste.

Il y a remise en cause du concept de l'Etat-nation dans la région. Cf, le Hezbollah est né des actions israéliennes au Sud-Liban, les relations entre les pachtounes d'Afghanistan et du Pakistan, le fondement religieux du Wahabisme etc..

Un constat : nous sommes embarqués dans un Moyen-Orient où les grandes puissances ne jouent plus leur rôle et n'ont pas de politique ni de vision claire de ce qui peut être mis en place. Aucune des sorties préconisées que cela soit celle de la guerre ou de la mise en place d'une transition institutionnelle n'a permis de trouver une solution en Syrie.

Enfin, « Le problème n'est pas de savoir si on veut ou pas de Bashar Al-Assad », poursuit M. Vial, car la diplomatie n'a de sens que d'avoir des liens avec les gens que l'on n'aime pas.

Les positions du gouvernement français s'arcbutent sur celles des Américains et ne font pas avancer les choses, en particulier celle de pousser à une alliance contre nature qui consiste à tenter d'amalgamer la position de l'armée libre avec celle des groupes rebelles. Les armes livrées en particulier aux rebelles se sont retrouvées entre les mains du Front Al Nosra ou de Daesh.

Si un accord intervient entre les Etats-Unis et l'Iran sur le plan du nucléaire, il se pourrait que les choses bougent.

M. Vial conclut en indiquant qu'une politique doit se fonder sur un certain nombre de fondamentaux : le nécessaire respect du principe de l'autodétermination des peuples et la non-

ingérence. La Russie demande en particulier le respect de ces principes .

Les questions posées par l'assistance ont porté sur les préoccupations suivantes :

M. Michel Morzière de l'Association Revivre a attiré l'attention sur la situation des réfugiés syriens. La France n'a pas de politique en ce qui concerne le droit d'asile car elle n'est pas en capacité d'héberger des demandeurs d'asile. Il convient d'autre part, de ne pas créer d'ostracismes entre chrétiens et musulmans en France.

Mme Ayssar Midani évoque une guerre importée de l'extérieur visant à diviser la Syrie et souhaite la levée des sanctions internationales imposées au peuple syrien.

M. Aboud Esreb évoque le sort des 12.000 détenus morts sous la torture ainsi que celui des disparus.

Le Père Lelong remercie le Sénateur Vial et l'interroge sur la manière qu'il conviendrait de trouver pour que le Gouvernement français voit les choses avec plus de réalisme etc....

Patrice Mouchon, Président de l'AFS, évoque l'Appel lancé par l'AFS le 8 mai 2015 au nom de la société civile afin de faire bouger les lignes et auquel s'est associé le groupe d'amitié France-Syrie du Sénat qui a recueilli un indice record de satisfaction lors de sa publication sur la page Facebook de l'AFS. Ce souci de faire bouger les lignes s'adresse également au Président Al-Assad.

Il poursuit en soulignant la gravité de l'heure. La situation risque de se dégrader encore davantage pour aboutir à une déflagration générale. Il invite les forces démocratiques à ouvrir une discussion avec le gouvernement d'Al-Assad afin d'infléchir les positions et sortir du dogmatisme actuel.

Plaidoyer pour une reprise du dialogue en Syrie

Quatre parlementaires français de gauche et de droite, en «mission personnelle» en Syrie, ont rencontré le 25 février à Damas le président syrien Bashar al-Assad. Les quatre parlementaires en déplacement en Syrie étaient, outre Jacques Myard, député UMP des Yvelines, Gérard Bapt, député PS de Haute-Garonne et président du groupe d'amitié France-Syrie à l'Assemblée nationale, Jean-Pierre Vial, sénateur UMP de Haute-Savoie, président du groupe d'amitié France-Syrie au Sénat, et François Zocchetto, sénateur UDI de la Mayenne, président du groupe UDI-UC, membre du groupe d'amitié.

Ce déplacement en Syrie a soulevé dans la presse des vagues de commentaires, et a provoqué de la part de nos dirigeants des réactions indignées.

Directement concernée par les tragiques événements qui se poursuivent dans ce pays, l'Association d'Amitié France-Syrie (AFS) ne pouvait rester insensible à cet émoi. Aussi, a-t-elle publié un plaidoyer le 1er mars 2015 pour le rétablissement du dialogue en Syrie, dont le texte ci-joint :

« Tout d'abord, il semble légitime à l'AFS que les élus du peuple décident de vérifier par eux-mêmes sur place le bien fondé de la politique menée par leur gouvernement et des besoins humanitaires.

La délégation parlementaire était constituée à part égale de députés et de sénateurs de la majorité et de l'opposition, ce qui marque excellemment que la démarche n'était pas partisane.

Mais celle-ci procédait surtout d'un autre concept : il est évident, et ce n'est pas seulement le représentant du secrétaire général de l'ONU qui le reconnaît, que le gouvernement syrien est et restera un élément incontournable de la solution à ce grave conflit.

Continuer à jeter l'anathème sur une des parties qui, indiscutablement s'assiéra à la table de négociation pour obtenir l'apaisement voire la paix n'est ni logique ni fécond.

Si la France, ancienne puissance mandataire veut (et c'est ce que nous appelons de nos vœux) rejouer un rôle utile et majeur dans cette région qu'elle connaît bien, il lui faut être assez forte pour courageusement reconnaître des erreurs passées, et des jugements précipités. Les conflits coloniaux vécus par notre pays nous ont amenés à comprendre qu'un jour, on doit discuter avec ses opposants, y compris ceux que l'on avait qualifiés de terroristes.

L'AFS rassemble des Français, des Syriens et des Franco-syriens de tous bords, unis avant tout par l'amour porté à ce pays qui souffre.

Depuis 4 ans, elle s'est efforcée de maintenir une certaine cohésion en ouvrant le dialogue et en diffusant un esprit de médiation.

Elle milite de tout son cœur pour alléger les souffrances de cette population qu'elle connaît et qu'elle aime.

Elle sait que la solution militaire étant impossible, seule la négociation pourra mettre fin à ce conflit.

Or, on ne cherche de compromis acceptable qu'entre toutes les parties en présence.

Nous considérons positif le voyage de ces parlementaires que nous remercions et félicitons pour leur courage.

Nous espérons que ce premier pas sera suivi d'autres qui nous mèneront rapidement à la table de négociation et que la France pourra se féliciter du rôle qu'elle a joué pour le rétablissement de la paix dans cette région en concentrant ses forces sur l'unique menace pour tout le Moyen-Orient et l'Occident que constitue l'intégrisme djihadiste.

Il est temps de se montrer pragmatique, de préparer cet avenir démocratique indispensable

que doit revivre ce pays, démontrer que face aux lacunes de la gouvernance de l'opposition armée ou pacifique qui n'a pas de structure et n'a pas de projet pour la Syrie, à l'instar de la situation en Irak, le peuple a besoin de l'expérience du gouvernement actuel, de ses fonctionnaires et de son armée pour assurer sa stabilité et sa sécurité face à la menace

islamiste, d'autant qu'il faut déjà penser à la reconstruction du pays et au ralentissement de l'exode actuel.

L'influence future de la France dans cette région repose sur notre pragmatisme et notre rejet d'une vision idéologique qui ne peut qu'obérer l'avenir ».

Accueil des réfugiés syriens en France

M. le Préfet Jean-Jacques Brot a succédé le 9 mars 2015 à M. Dominique Blais, en qualité de chargé de la mission de coordination pour l'accueil des réfugiés syriens et irakiens auprès du Directeur général des étrangers en France. Au cours d'un échange de vues le 5 mai avec le Président Patrice Mouchon et Didier Destremau, le Préfet a souhaité renforcer son partenariat avec l'AFS afin de mieux cerner les besoins et l'accueil des réfugiés syriens. Des actions communes sont envisagées comme la visite de réfugiés dans les régions où ils ont été accueillis et logés, avec l'aide des membres syriens de l'AFS afin qu'ils se sentent plus libres de s'exprimer sur leurs besoins et leur avenir.

Les membres qui souhaiteraient participer à cette action sont priés de se faire connaître (francesyrie@gmail.com).

Par ailleurs l'AFS a insisté sur l'impérieuse nécessité d'augmenter le quota officiel de l'accueil des réfugiés syriens en France et surtout de développer les visas humanitaires et universitaires.

Octroi de 3.450 visas depuis 2012 :

La France a accordé 3.450 visas à des réfugiés syriens depuis 2012, dont près de 500 en 2014, a déclaré le 30 avril le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, lors d'une rencontre à Paris avec le Haut-commissaire des Nations-Unis pour les réfugiés.

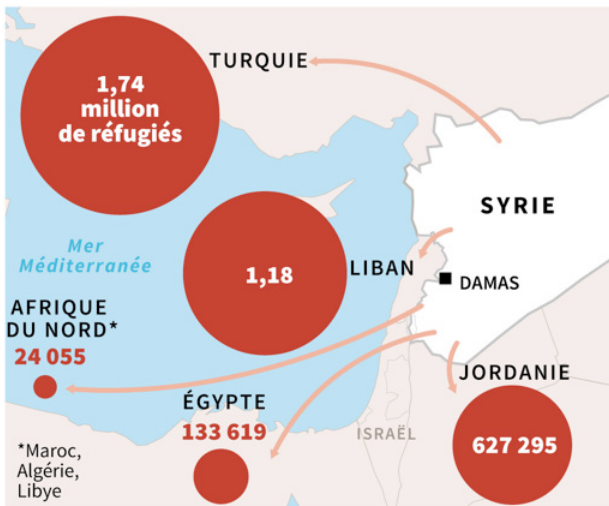
À l'issue d'un sommet européen extraordinaire consacré aux migrants en Méditerranée, le 23 avril, le président François Hollande avait affirmé que la France prendrait sa part de l'accueil de réfugiés syriens, à hauteur de «**500 à 700» personnes.**

En 2014, l'Union européenne a reçu 625.000 demandes de visas, (+44% par rapport à 2013) et la France en a quant à elle reçu 45.000 en 2014, (-2,2% par rapport à 2013), selon le ministère de l'Intérieur.

Rappelons que la Commission européenne a présenté, le 27 mai, son plan global sur l'immigration, en précisant les quotas de migrants à accueillir par pays. Malgré les réticences de certaines capitales et l'hostilité affichée par d'autres, elle confirme sa volonté d'assurer une répartition de demandeurs d'asile qui séjournent actuellement en Italie et en Grèce. Elle ne parle toutefois plus de « quotas » par pays, mais d'une « clé » établie en tenant compte de divers critères qui ont fait l'objet d'une pondération : le nombre d'habitants, le produit intérieur, le taux de chômage, le nombre de demandes d'asile déjà reçues et le nombre de réfugiés déjà accueillis au titre de la protection internationale.

Après avoir donné des premières estimations le 13 mai, Bruxelles propose la répartition, étalée sur deux ans, de 40 000 Syriens et Erythréens,

Crise humanitaire en Syrie



Source: chiffres du HCR au 26 mars

dont 24 000 sont actuellement en Italie et 16 000 en Grèce. La France serait censée en accueillir 4 051 venant d'Italie et 2 701 venant de Grèce, l'Allemagne 5 258 et 3 505.

En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/immigration-et-diversite/article/2015/05/27/la-france-invitee-a-accueillir-9-127-migrants-en-deux-ans_4641559_1654200.html#hi6Ys3lflvPrjpJI.99

Le plan comporte également un autre volet « accueil » pour 20 000 réfugiés reconnus par les Nations unies, qui demandent pour eux une protection internationale.

Selon les calculs de la Commission, la France devrait accueillir 2 375 réfugiés reconnus par l'ONU en deux ans, l'Allemagne, 3 086, la Pologne, 962, le Royaume-Uni, 2 309, etc. Un budget de 50 millions d'euros est prévu pour ce projet.

En tout, la France devrait donc s'engager à recevoir en deux ans, 9 127 migrants sur les 60 000 accueillis sur l'ensemble de l'Europe.

La sauvegarde du patrimoine syrien et irakien

Le califat autoproclamé de l'organisation État islamique n'a cessé de gagner du terrain depuis plus d'un an. Le bilan des destructions en Irak est dramatique. La liste des musées et des sites archéologiques millénaires attaqués et détruits est considérable. Cette volonté de réduire à néant un passé culturel brillant se double d'un trafic d'œuvres qu'il convient d'empêcher.

L'EI s'est emparé de Palmyre en Syrie, sans qu'aucune armée n'ait pu empêcher son avancée. La prise d'une ville ou d'un site par l'EI rend celui-ci inaccessible, et il est impossible de savoir, concrètement, ce qui s'y passe au-delà des informations diffusées par les médias de l'EI eux-mêmes. Seule l'observation de données satellitaires permettent d'évaluer l'ampleur des dégâts causés sur le terrain envahi.

Guerre médiatique, provocation, recel ; l'ONU s'interroge depuis septembre 2014 sur l'action à mener contre ces « crimes de guerre » irréparables.

Des « no strike lists » ont été établies par l'UNESCO notamment et adressées aux aviations engagées dans la coalition contre Daesh, afin d'éviter que des sites patrimoniaux ne soient bombardés.

Une guerre idéologique

Les attaques de Mossoul, puis Hatra, Nimrud et Khorsabad révèlent un processus de destruction, qui vise le patrimoine intellectuel arabe, le patrimoine religieux chrétien, juif mais aussi musulman comme les vestiges d'une antiquité païenne problématique : en juin 2014, la statue du poète arabe du IXe siècle Abou Tammam fut déboulonnée ; le tombeau de Jonas à Mossoul fut dynamité le 24 juillet 2014 devant la foule des pèlerins venus s'y recueillir ; l'église syro-orthodoxe de Tikrit fut détruite en septembre 2014 ; la bibliothèque de Mossoul fut le théâtre d'autodafés en février 2015.

Un phénomène de mobilisation internationale devant l'avancée spectaculaire de l'organisation afin de faire face aux problèmes liés à la protection du patrimoine s'est manifesté vigoureusement à plusieurs niveaux (UNESCO, ICOMOS, UNCORP, Interpol, douanes etc) durant l'année écoulée.

La société civile s'est émue également et a souhaité battre le rappel pour contrer cette volonté manifeste de réduire à néant une mémoire historique de l'humanité.

Un pactole économique

Cependant, les motivations de l'État islamique ne sont pas seulement idéologiques. Les sites sont pillés et les objets récupérés revendus au profit de l'organisation. Depuis 2011, les mafias internationales s'occupent des vestiges et de tout ce qui a trait au patrimoine. Elles passent des commandes de ce qui serait opportun de fouiller clandestinement et de vendre afin de financer ces mouvements terroristes. Un

commerce clandestin d'œuvres d'art s'est instauré dans les pays voisins, assurant un financement indifférent aux options religieuses. [Irina Bokova, directrice générale de l'Unesco](#), a donné les chiffres des rentrées financières liées au pillage : « Le trafic archéologique peut atteindre en Irak 7 milliards d'euros. Notre mission est de travailler, en priorité, avec les pays voisins, Turquie, Jordanie, Liban, et les grands marchés. Christie's et Sotheby's sont prêts à collaborer. » En confiant qu'elle n'avait pas pu regarder les images diffusées jusqu'à la fin de la vidéo du saccage de Hatra et Nimrud, Mme Bokova, qui a demandé une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU, a précisé que cet acte est « une violation de la résolution 2199 du Conseil de sécurité de l'ONU, adoptée le 12 février ». Laquelle condamne les destructions du patrimoine culturel irakien et syrien en particulier celles de l'EIL et du Front Al-Nosra, comme les pillages et la contrebande.

Résolution 2199 adoptée par le Conseil de Sécurité

Cette résolution réaffirme aussi, entre autres, l'obligation faite aux Etats membres de l'ONU de geler, sans attendre, les fonds et avoirs financiers ou ressources économiques des personnes qui commettent des actes terroristes, les facilitent ou y participent.

« L'adoption de la résolution 2199 est une étape décisive dans le renforcement de la protection du patrimoine culturel de l'Irak et de la Syrie.

Elle étend notamment à la Syrie l'interdiction du commerce des biens culturels qui s'applique déjà pour l'Irak depuis 2003. Elle reconnaît explicitement que le pillage, la destruction et le trafic du patrimoine culturel ne sont pas seulement une tragédie culturelle – il s'agit d'une urgence politique et de sécurité qu'il faut impérativement prendre en compte dans tous les efforts de paix », a déclaré la Directrice générale.

Protection du patrimoine en Syrie

Depuis le mois de septembre 2014, sommets et colloques internationaux se multiplient pour discuter du « patrimoine et de la diversité culturelle en péril en Irak et en Syrie » ; l'évocation de ce patrimoine, systématiquement

détruit, permet de rappeler la liaison étroite de ces destructions avec les persécutions des minorités, qui témoignent elles aussi de cette volonté radicale d'effacer toute trace de diversité culturelle dans la région.

L'action de la Direction Générale des Antiquités et des Musées (DGAM) sur le plan national syrien

Ayant observé ce qui s'était passé en Irak lors de l'invasion américaine de 2003, le Professeur Maamoun Abdul karim, Directeur Général des Antiquités et des Musées de Syrie (DGAM), a voulu éviter la reproduction de ce schéma en Syrie. Aussi, un plan d'évacuation des trente-quatre musées principaux de Syrie a été conçu et exécuté avant fin 2012, trois cent mille objets ainsi que de nombreuses archives ont ainsi pu être entreposés dans des endroits sûrs.

Cette mise en sécurité a consisté à protéger sur le terrain les bâtiments des musées ainsi que les plus grandes pièces antiques ne pouvant pas être transportées. Des gardiens de sites supplémentaires ont été recrutés pour la protection des sites culturels, qui sont au nombre de dix mille en Syrie, dont nombre d'entre eux sont situés dans des zones éloignées.

Dans une seconde phase d'exécution : treize mille objets du Musée de la Ville de Deir-Ezzor, située dans une zone de combats, ont été ramenés à Damas il y a quelques mois dans des avions qui transportaient les corps de soldats tués. Six mille pièces du Musée de Homs ont été ramenées dans des convois de l'armée. De même, des objets du Musée de Deraa ont également été mis en lieu sûr dans la capitale.

Une séance d'information et de réflexion au sujet du patrimoine culturel en péril en Syrie et Irak, a été organisé par l'ICOMOS France le 22 avril 2015, à laquelle a participé une délégation de l'AFS conduite par son président, (voir annexe).

Signalons enfin qu'une réunion d'experts s'est tenue à l'UNESCO les 18 et 19 juin sur « la reconstruction post-conflit, en particulier la vieille ville d'Alep ».

Empêcher le trafic d'œuvres d'art

L'opération militaire se révélant délicate, la carte à jouer d'urgence est celle de l'endiguement du trafic d'œuvres d'art, qui circulent dans la

99% des pièces de musées ont ainsi pu être sauvegardées. Six mille autres objets ont été retrouvés par les autorités, probablement en provenance de fouilles illicites. Plusieurs dizaines de pièces en contrebande ont également été saisies et récupérées au Liban. Toutefois, une coopération très étroite reste nécessaire avec les pays voisins.

M. Abdul Karim a précisé au cours d'une conférence qui s'est tenue le 15 juin à l'IEMMO à Paris que trois sortes de dommages majeurs ont été faits au patrimoine syrien :

- les affrontements militaires prenant place dans les sites archéologiques et patrimoniaux,
- l'action des groupes mafieux dont la détermination de piller est sans failles,
- les destructions du patrimoine commises par les groupes extrémistes relevant d'une volonté d'effacer la diversité culturelle ainsi que les repères patrimoniaux. Dès lors, l'action de la DGAM a pour but de sensibiliser et d'organiser les gens autour d'un combat commun, en dehors de toute notion de politique. Il faut « **garder une unité nationale à travers le patrimoine pour garder le courage** ».

Lors d'un entretien avec P. Mouchon au Centre Culturel Arabe Syrien en date du 25.10.2014, M. Abdul Karim avait remercié l'AFS pour ses actions en faveur du patrimoine syrien.



Alep, au pied de la citadelle, Madrasat Zahiriyyat en 2007, détruite depuis © Manar Hammad

région et transitent dans les pays voisins de la Syrie et de l'Irak.

Pour résister à ce commerce clandestin a été mise à jour la « *Liste rouge d'urgence des biens culturels irakiens en péril* », présentée le 1er juin 2015 au Musée du Louvre à Paris par le Conseil International des Musées (ICOM). Florence Evin du Monde explique qu'il s'agit d'une « *mise à jour de la première liste parue en 2003, après le saccage du musée de Bagdad et les vols des œuvres de l'ancienne Mésopotamie* ». Cette liste dresse une typologie des trente-cinq pièces les plus demandées « *avec photo, descriptif, taille, provenance et datation, permettant d'identifier les objets concernés* ». Elle est diffusée sur internet, et envoyée aux polices du monde entier, aux douanes, à Interpol, aux antiquaires spécialistes. De nouveaux dispositifs de veille ont été mis en place, notamment un Groupe d'intervention de secours aux musées, déployé en cas de catastrophe telle que celle qu'a connu le musée de Mossoul en février 2015.

Mobilisation de la société civile

Quelques actions de la société civile méritent d'être signalées, à l'image du « *projet Mossoul* », site internet lancé par des étudiants chercheurs du Réseau de formation pour le patrimoine culturel numérique. Cette mobilisation fait suite à la diffusion de la vidéo attestant de la destruction des œuvres du musée de Mossoul, et consiste à recréer numériquement, en trois dimensions, les œuvres détruites en Irak. Pour réaliser au mieux cette entreprise, un appel à contribution pour tous les internautes est lancé. Matthew Vincent, l'un des archéologues initiateurs du projet, explique en effet que « *si nous arrivons à obtenir suffisamment de photographies prises sous plusieurs angles des différents objets, nous pourrions les recréer virtuellement et établir un musée en ligne pour les partager avec tous* ». Premier pas vers une nouvelle manière de sauvegarder le patrimoine, cette initiative, si les moyens le permettent, a pour projet de s'étendre aux sites patrimoniaux voisins de Nimroud ou Hatra.

A Paris, un colloque suivi d'une exposition se sont tenus sur le thème : « *La préservation du patrimoine archéologique syrien : état des lieux, actions et défis* », les 27 et 28 mars 2015 à l'Ecole Normale Supérieure-AOROC. L'ensemble des directeurs des fouilles des six principaux sites archéologiques syriens sont intervenus pour une présentation de posters: Mission Archéologique Française de Mari, Mission Syro-Française de Ras Shamra-Ougarit, Mission Franco-Syrienne d'Europos-Doura (MFSED), Mission de Syrie du Sud (MAFSS), Missions Franco-Syriennes de St Siméon et de Syrie du Nord.

P. Butterlin (Paris I), V. Matoïan (CNRS), P. Leriche (CNRS-ENS), F. Braemer (CNRS), P.-M. Blanc (CNRS), G. Charpentier (CNRS) J.-L. Biscop (Minist. Culture), J. -M. Mouton (EPHE).

« *Une Exposition intitulée «Mésopotamie, carrefour des cultures Grandes Heures des manuscrits irakiens (XIIIe -XIXe siècle)» se tient actuellement aux Archives Nationales de Paris (Hôtel de Soubise) jusqu'au 24 août qui présente sept fac-similés de somptueux manuscrits.*

Saluons l'oeuvre du Centre Numérique des Manuscrits Orientaux, fondé en 1990 par le père dominicain irakien Najib, et qui a pour but de collecter, restaurer, numériser et inventorier l'ensemble du patrimoine religieux écrit de Mésopotamie. Les destructions de 2003 et les attentats de 2007 contre les églises et les couvents chrétiens conduisirent à la délocalisation du Centre à Qaraqoche, à 20 km de Mossoul. Lorsque les miliciens de Daesh envahirent les villages chrétiens de la plaine de Ninive en 2014, Le Père Najib transporta plus de 8 000 manuscrits de Qaraqoche à Erbil au Kurdistan, sous les balles de l'EI et au péril de sa vie. Cette numérisation a permis de sauver des milliers de manuscrits en langues syriaque, arabe et arménienne, photographiés en haute résolution, permettant de faire de magnifiques fac-similés.»

Exposition *les civilisations mésopotamiennes* au Louvre-Lens à l'automne prochain.

Annexe

Syrie et Irak : un patrimoine culturel en péril (ICOMOS- 22 avril 2015)

Ouverture par Mireille Gruber (Directrice de l'Ecole de Chaillot) : La formation des architectes au patrimoine en Syrie - La coopération entre l'Ecole de Chaillot et la Faculté d'architecture de Damas (2003-2011).
Exposé introductif par Bruno Favel (Chef du Département des affaires européennes et internationales (DAEI) à la Direction générale des patrimoines) : Actions et pistes de réflexion du ministère de la Culture.

Ces deux communications sont suivies d'échanges, très riches, avec la salle.

Samir Abdulac (Secrétaire général d'ICOMOS France, Membre du groupe de travail ICOMOS pour la sauvegarde du patrimoine culturel en Syrie et en Irak) : Projection sur la situation en Syrie, puis en Irak, les actions en cours menées par la DGAM, pour terminer sur le rôle de l'ICOMOS.

Introduction par Benjamin Mouton (Architecte en chef des monuments historiques et Vice-président de l'ICOMOS en charge de l'Europe de 2011 à 2014) de la table-ronde comportant trois présentations :

- Les sites archéologiques syriens, par Sophie Cluzan (Conservateur au Musée du Louvre).
- La lutte contre le trafic illicite, par Giovanni Boccardi (Chef de l'Unité de la préparation et des réponses aux situations d'urgence au secteur de la Culture de l'UNESCO).



- Un panorama sur l'action actuelle de l'UNESCO au Proche-Orient en crise, également par Giovanni Boccardi.

Rappelons que quatre conventions de l'UNESCO sont principalement concernées par la situation en cours

- Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé - La Haye (1954) ;
- Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels (1970) ;
- Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (1972) ;
- Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (2003).

Il reste enfin pour l'UNESCO de nouvelles pistes à explorer pour adapter les méthodes à un contexte en évolution.

Cette table-ronde fut également suivie d'interventions diverses et intéressantes.

Pierre-Antoine Gatier voudrait, en guise de conclusion, construire avec les participants une liste de propositions d'actions à partir de ce qui a été évoqué au long de la matinée. Il précise qu'un groupe s'est constitué aujourd'hui, évidemment en coordination avec les initiatives de l'UNESCO et en accord avec les propos de Bruno Favel pour le ministère de la Culture, ainsi qu'avec le ministère des Affaires étrangères. Par ailleurs, les relations avec ICOMOS International sont toujours fortes. Ce groupe qui se constitue autour de cette réunion doit continuer le travail et les échanges.



Bosra, théâtre, à gauche, Qalb Lozet (2004.04. 08)
façade Sud, à droite. © Manar Hammad

Activités culturelles syriennes en France

Gel des activités du Centre Culturel Syrien de Paris

L'AFS a appris avec beaucoup de regret le gel des activités du Centre Culturel de Paris le 13 janvier 2015 par le Ministère Syrien de la Culture.

Le président de l'AFS avait adressé une lettre au ministre des affaires culturelles syrien afin de tenter d'obtenir que ce centre reste ouvert pour continuer à diffuser la culture syrienne en France et de préserver les échanges indispensables entre les deux pays.

Lors de la dernière séance tenue au Centre, le Professeur Jean Murat a rendu un vibrant hommage à sa Directrice Mme Maha Masri qui pendant quatre ans a porté au plus haut la culture multiséculaire de la Syrie et s'est attelée à maintenir et à développer la fréquentation du Centre par un public de plus en plus assidu.

Mme Masri de son côté, a émis le vœu de voir le Centre reprendre ses activités et a indiqué avoir voulu donner une belle image de son pays, qu'elle a vécu de beaux moments



culturels durant son séjour et tissé des profonds liens amicaux. Elle a accompli sa tâche grâce à la collaboration de toute l'équipe du Centre en particulier les Professeurs enseignantes de la langue arabe qui ont permis aux enfants d'obtenir de bons résultats.

La Syrie, Héritage et Modernité à l'espace Le Scribe, l'Harmattan du 9 au 12 avril, sous forme de peintures, céramiques, gravures de Fadia El Saleh et Khairat El Saleh.

Théâtre, musique et poésie, Amine El Saleh,

Exposition du peintre Rabee Kiwan

«Passport Photos»

Laboratoires 44
Gallery.
44, rue des
Tournelles
75004, Paris.



Céramique et tableau de Khairat et Fadia El Saleh,

Conférence sur «Homs, ma ville»

par Dr. Issam Abd Al Sammad, le 11 juin dans le cadre des activités de l'Association Troubadours.

Conférence par Michel al-Maqdissi, ancien directeur de la DGAMS de Syrie sur **«Amrith»** à l'Auditorium du Louvre le 12 juin.



Projection du film « la vie dans un village syrien». en Hommage au cinéaste Omar Amiralay, au cinéma Cujas le 19 juin

A lire

Michel Raimbaud



Tempête sur le Grand Moyen-Orient par M. Raimbaud.

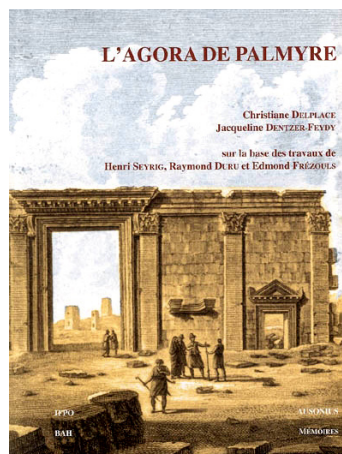
Ed. Ellipses, 24 €

Préface de Richard Labévière
Extensible au gré des pulsions américaines, le Grand Moyen-Orient s'étend désormais de l'Atlantique à l'Indonésie, sur plus de 50 degrés de latitude. En raison de sa position stratégique aux confins de l'Eurasie autant que par sa richesse en gaz

et pétrole, cette immense « ceinture verte » islamique détient un potentiel de puissance considérable et constitue un enjeu majeur. De son devenir, mis en question par la tempête actuelle, dépend en bonne partie la physionomie de notre monde de demain : sera-t-il unipolaire, aux ordres de l'Occident comme il l'a été depuis la fin de la guerre froide, ou multipolaire comme le préconisent les émergents ? Telle est la question posée.

L'agora de Palmyre,

par Chr. Delplace et J. Dentzer-Feydy et coll., Bordeaux - Beyrouth, 2005, Ausonius Ed., Mémoires 14, I.F.P.O., BAH 175, 75 €. La publication repose sur les fouilles menées à l'agora de Palmyre par H.Seyrig et R.Duru en 1939 et 1940. Complétées dans les années 1960 par



le dégagement, conduit par la DGAM de Syrie, d'un bâtiment voisin appelé «salle annexe», ces recherches étaient largement restées inédites.

Reprenant l'ensemble de la documentation dispersée entre Damas, Beyrouth, Strasbourg et Bordeaux, les auteurs fournissent une nouvelle chronologie ainsi qu'une nouvelle interprétation de ce groupe monumental (agora-forum entre basilique et curie), qui repose sur l'étude des inscriptions (étude entamée dans les années 1970 sous la direction d'Ed. Frézouls) et des consoles,

du décor architectural et de la sculpture. Cet ensemble est réintégré dans une compréhension globale de la documentation palmyrénienne.

L'étude de ce complexe monumental conduit également à redéfinir l'évolution de l'urbanisme de la ville. Au terme de cette analyse, il apparaît qu'une forte volonté impériale a imposé un modèle romain -forum entre basilique et curie- dans ces terres des confins orientaux de l'Empire romain par ailleurs imprégnés de culture parthe.

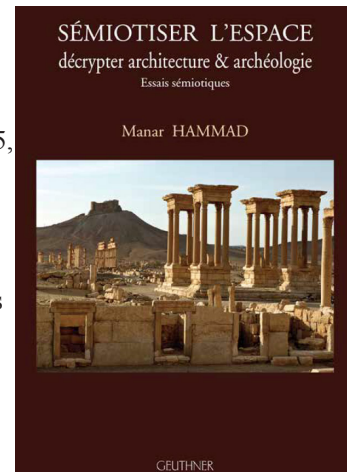
SÉMIOTISER L'ESPACE, décrypter architecture & archéologie, par

M. Hammad, mars 2015,

Ed. Geuthner, 38 €

L'ouvrage actuel est organisé selon une démarche persuasive et didactique : les concepts y sont introduits et développés de manière progressive, tant pour assurer la clarté de l'exposé que pour en faciliter l'utilisation dans l'enseignement....

En intitulant ce recueil Sémiotiser l'espace, nous avons voulu attirer l'attention sur le processus dynamique de construction du sens par l'analyste : le contenu qu'il identifie dépend de sa compétence analytique, et la complexité de ce qu'il trouve est fonction des outils qu'il met en œuvre. ... le caractère novateur de la démarche est ici récapitulée: en quarante ans de travail, nous avons mis en place une approche, des méthodes et des concepts efficaces, susceptibles d'être utilisés par d'autres analystes sur d'autres espaces, pour expliciter le sens qui y est inscrit.



L'ARABE DU FUTUR 2 Une jeunesse au Moyen-Orient (1984-1985)



L'Arabe du futur, Volume 2, Une jeunesse au Moyen-Orient, 1984-1985,

Bande dessinée, Par Riad Sattouf, Ed. Allary, juin 2015, 20,90 €.

Dans ce deuxième volume, l'auteur poursuit le récit de son enfance entre 1984 -85, au moment où il entre à l'école en Syrie.